Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

No. ECA/15/107

Note d'orientation de la CEA

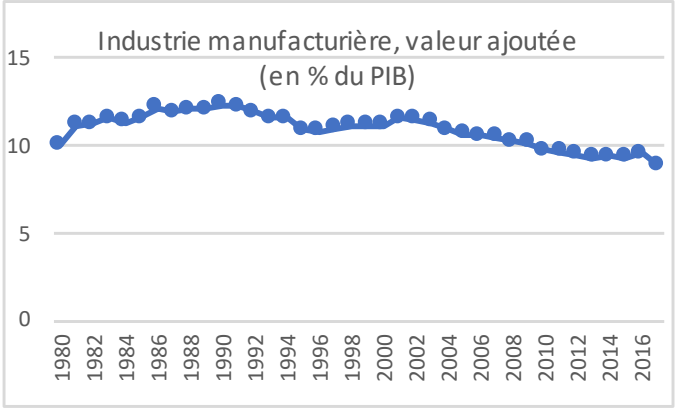
Demande globale et transformation structurelle en Afrique

Les économistes insistent généralement sur la nécessité de procéder à des transformations structurelles. En général, ces changements se manifestent non seulement par le développement de la production manufacturière et des exportations et par leur complexité accrue, mais également par le déplacement de la main-d'œuvre, des secteurs à faible productivité vers des secteurs à plus forte productivité et à plus forte valeur ajoutée, dans le but de stimuler la croissance économique. Toutefois, l'Afrique se diversifie et se transforme continuellement, mais très à un rythme très lent. Cette situation inquiète les analystes et les responsables politiques. Les politiques économiques actuelles n'ont pas été suffisamment efficaces pour accélérer l'industrialisation et la création d'emplois dans les secteurs généralement considérés comme à forte productivité en Afrique.

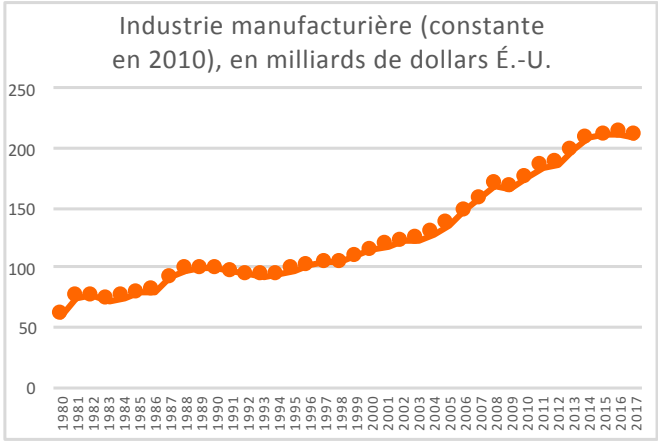
Sur le continent africain, la part de l'industrie dans le produit intérieur brut (PIB) n'a pratiquement pas changé depuis les années 1960 et représentait en moyenne 35 % de la valeur ajoutée totale au cours de la période 2000-2016, contre 13 % pour le secteur manufacturier. Même si la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB ne cesse de baisser depuis près de deux décennies, cette tendance s'est inversée après 2007 (figure I, à gauche) parce que la production manufacturière totale a quasiment doublé au cours de la période 2000-2016 (à droite).

Figure I: La part de l'industrie manufacturière dans le PIB en Afrique : a) est en baisse et b) la production réelle augmente

(a)

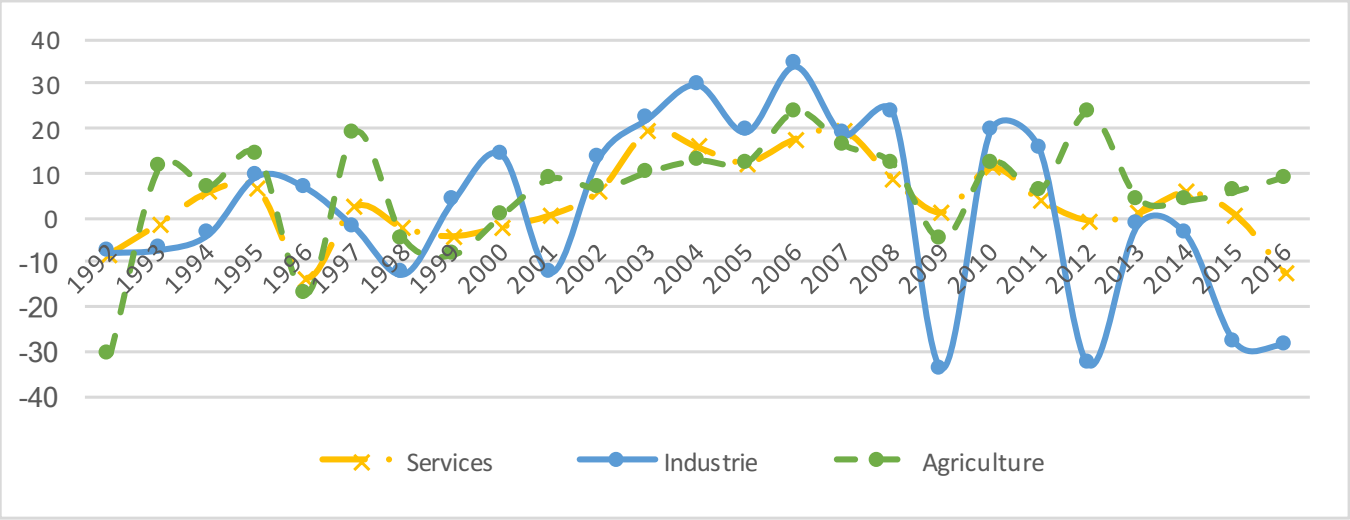


(b)



Source: Banque mondiale, 2017.

Figure II: Taux de croissance de la productivité



Source: Calculs des auteurs fondés sur des données de la Banque mondiale (2017).

De même, le nombre d'employés du secteur manufacturier a augmenté, bien que la proportion d'emplois dans ce secteur par rapport au nombre total d'emplois soit passée de 10 % en 1991, à 8,5 % en 2013. Ces chiffres montrent qu'il y a quelques indices d'industrialisation et de transformation structurelle et renforcent l'appel lancé aux pays africains pour qu'ils mènent de nouvelles réformes en vue d'accélérer leur transformation structurelle (figure II).

Il s'avère donc nécessaire d'adopter de nouvelles approches en vue d'accélérer la transformation structurelle en Afrique. Malgré les nombreux travaux menés sur ce sujet, l'identification empirique des principales forces économiques qui façonnent la transformation structurelle en Afrique reste une question non résolue. Parmi ces forces économiques figure le rôle joué par la demande globale. Plus précisément, si l'on sait de façon théorique que la consommation des ménages, les dépenses publiques, le capital humain, le ratio capital-travail et le commerce, entre autres facteurs, ont une incidence sur l'affectation des ressources, l'importance empirique de ces facteurs en termes d'impact sur la transformation structurelle n'a pas été bien établie. L'identification et l'évaluation de cet impact a d'importantes répercussions sur les politiques visant à accélérer la transformation structurelle au vu de la dynamique démographique et spatiale unique de l'Afrique.

Moteurs du côté de la demande et transformation structurelle de l'Afrique

Pour étudier l'effet de la demande globale sur la transformation structurelle en Afrique, il faudra réexaminer de manière empirique les changements intervenus dans la composition sectorielle des activités économiques ainsi que la croissance de la productivité sectorielle liée aux changements de la structure économique de la demande. Une étude empirique sur la demande globale et la transformation structurelle en Afrique[1], menée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans 54 pays au cours de la période 1960-2014, conclut que la consommation des ménages et la consommation publique ont les effets les plus importants sur le secteur manufacturier, par rapport à d'autres variables (figure III).

Parmi les changements les plus uniformes de la demande qui influent sur l'industrialisation et la transformation structurelle, on peut citer le glissement de la demande, des produits agricoles vers les produits industriels et les services. Selon les résultats empiriques de cette étude, les dépenses de consommation des ménages ont une incidence positive et significative sur l'ensemble des secteurs de la fabrication, de l'agriculture et des services, mais c'est sur le secteur manufacturier que ces effets sont les plus marqués. Une augmentation de 1 % de la

1 N. S. Ouédraogo, H. Chavula et K. Hussein (2018), "*Aggregate demand and structural transformation in Africa*" (Demande globale et transformation structurelle en Afrique). ECA Occasional Paper Series (à paraître).

consommation des ménages accroît la valeur ajoutée du secteur manufacturier de 1,3 %, tandis que celles des services et de l'agriculture n'augmentent que de 0,9 % et 0,5 % respectivement. Au fur et à mesure que les revenus augmentent, on assiste à un changement dans la composition des dépenses de consommation. Les ménages consacrent une plus grande partie de leur revenu disponible accru à l'acquisition de biens manufacturés plutôt que de services. Ce glissement de la demande vers les biens manufacturés et les services se traduit par des variations du coût de la production et de la productivité dans le secteur manufacturier, contrairement au secteur agricole, ce qui entraîne une redistribution des ressources entre les secteurs.

Les dépenses publiques ont également un effet positif et significatif sur les secteurs manufacturier, des services et de l'agriculture. Une hausse de 1 % des dépenses publiques entraîne une augmentation de 0,7 % et de 0,3 % dans le secteur manufacturier et celui des services, mais a un effet négligeable sur le secteur agricole.

Une augmentation du ratio capital/travail permet de s'approprier des progrès technologiques grâce à l'innovation et à l'approfondissement du capital qui entraine l'efficacité et la productivité pendant les phases de décollage de la croissance économique. On constate que cela entraîne une augmentation de la valeur ajoutée dans les secteurs manufacturier et des services, mais plutôt une baisse de la valeur ajoutée dans le secteur agricole. Cet état de fait pourrait s'expliquer par l'absence de méthodes agricoles modernes en Afrique (c'est-à-dire la non utilisation de techniques agricoles mécanisées) alors que la majeure partie de la population est employée par ce secteur.

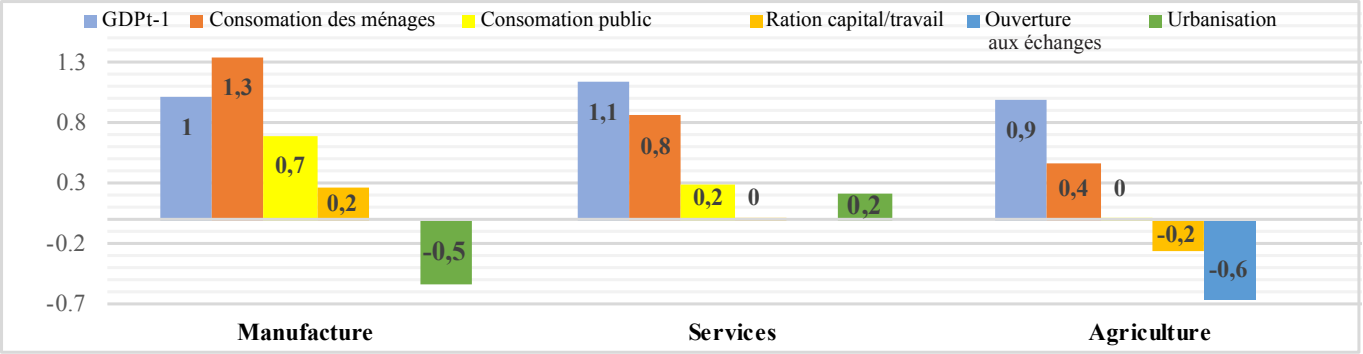
En théorie, le niveau d'instruction peut stimuler la transformation structurelle ; les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont donc en augmentation en Afrique, mais les résultats de cette étude montrent que l'incidence des dépenses consacrées à l'éducation sur la transformation structurelle n'est pas significative. Il est important de noter que la plus grande partie de l'investissement dans le secteur de l'éducation sur le continent est consacrée à l'enseignement primaire, alors qu'il faut développer un enseignement secondaire et supérieur de bonne qualité pour former la main d'œuvre très qualifiée dont l'Afrique a tant besoin. Le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur reste pourtant faible dans de nombreux pays africains.

L'accumulation de capital demeure l'un des principaux moteurs de la demande globale de toute économie. L'investissement facilite la transition de la main-d'œuvre, des secteurs les moins productives vers les secteurs les plus productifs de l'économie, surtout cet investissement vise à réduire le chômage et à améliorer le niveau de vie de la population. Toutefois, l'effet de l'investissement tel que décrit dans la présente étude est insignifiant en Afrique et semble indiquer que le niveau actuel d'investissement est inférieur au seuil requis pour déclencher un processus de changement structurel sur le continent. Cela pourrait également suggérer que les investissements réalisés dans les différents secteurs ne vont pas directement aux secteurs les plus productifs des pays.

Les avantages économiques de l'urbanisation reposent sur les économies d'échelle (ou économies d'agglomération) qui résultent de la proximité des agents économiques et de leurs interactions sur les marchés des facteurs et des produits, ce qui renforce les changements structurels de l'économie d'un pays. Cependant, la présente étude montre que l'urbanisation a des effets négatifs sur le secteur manufacturier et des effets positifs sur celui des services. Ce résultat pourrait corroborer l'idée qu'en Afrique, l'urbanisation est associée à la croissance des services à faible productivité et à des secteurs informels à mesure que la main-d'œuvre émigre des zones rurales vers les zones urbaines. Des études ont montré que, sur le continent, l'urbanisation se fait le plus souvent sans industrialisation, car les pays s'urbanisent rapidement sans que l'activité économique n'évolue résolument vers le secteur manufacturier et les services modernes.

Les échanges permettent aux pays de se spécialiser dans des domaines où ils ont un avantage comparatif, entraînant de ce fait une augmentation de l'activité économique et des emplois dans le secteur des exportations (théorie de Heckscher-Ohlin). Les conclusions de l'étude montrent que l'ouverture commerciale a un effet négatif et significatif seulement sur le secteur agricole, et un effet négatif et insignifiant sur le secteur manufacturier. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la plupart des industries qui existaient avant la libéralisation des

Figure III: Visualisation des résultats économétriques : impact des variables de la demande sur les différents secteurs de l'économie en Afrique



Source: "*Aggregate demand and structural transformation in Africa*" (Demande globale et transformation structurelle en Afrique). ECA Occasional Paper Series (à paraître).

échanges en Afrique étaient fondées sur l'agriculture. Après la libéralisation des échanges, de nombreuses entreprises et industries ont soit cessé leurs activités, soit réduit leur capacité de production en raison de la vive concurrence des marchandises relativement bon marché importées, ce qui a eu des conséquences négatives sur le secteur manufacturier dans la plupart des pays.

De même, et contrairement à la théorie, les résultats montrent que la richesse en ressources naturelles a un effet négatif sur la valeur ajoutée manufacturière. Ce constat soutient l'idée que la dépendance à l'égard des ressources naturelles sans valeur ajoutée a une incidence négative sur les perspectives d'emploi et les revenus. On observe la même tendance en ce qui concerne les flux d'aide qui ont un impact positif mais négligeable, ce qui suggère qu'un fort pourcentage de l'aide est consacré aux activités ou aux secteurs non productifs qui ne contribuent guère à la transformation structurelle des économies africaines.

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) semblent également avoir un effet négatif sur la valeur ajoutée manufacturière, ce qui confirme que la plupart des fonds provenant des IDE sont orientés vers les secteurs extractifs et que l'on accorde peu d'attention à la valeur ajoutée, entravant ainsi les efforts réalisés par ces pays en matière de diversification et de création d'emplois. Il est possible que l'IDE « assèche » l'investissement intérieur et étouffe l'entreprenariat local dans certains de ces pays. Cet effet négatif pourrait également être lié à la détérioration de la balance des paiements en raison de l'augmentation des importations, du rapatriement des bénéfices et de la baisse des recettes fiscales due aux pratiques de prix de transfert, aux abattements fiscaux et autres avantages financiers accordés aux entreprises étrangères.

Incidence sur les politiques

Contrairement au processus de transformation structurelle que l'on fait valoir dans les discours classiques, en évaluant l'impact de la demande globale sur la transformation structurelle de l'Afrique, la présente étude recense des politiques clefs visant à renforcer les facteurs de la demande, en particulier la consommation privée et publique, qui jouent un rôle important dans la stimulation de la transformation structurelle en Afrique.

L'Afrique doit tirer parti de la croissance de sa classe moyenne et de sa population urbaine, ce qui entraînerait une demande accrue de biens et de services, par rapport à ce qui est actuellement disponible. La satisfaction de cette demande croissante des consommateurs renforcera davantage la croissance économique du continent et créera des emplois pour la classe moyenne naissante, ce qui conduira à une croissance des revenus et à une plus grande augmentation de la consommation.

Des politiques visant à augmenter la disponibilité de facilités de crédit, en particulier pour le secteur privé, en réduisant le coût d'accès à ces services, joueraient un plus grand rôle dans la stimulation de la consommation et de l'investissement privés. Cela conduirait à une réorientation des ressources vers les secteurs productifs, ce qui renforcerait les processus de transformation structurelle. Le maintien de la stabilité, l'ouverture du secteur financier et la lutte contre le blanchiment d'argent et flux financiers

illicites pourraient renforcer ce secteur financier et permettre au secteur privé d'y accéder davantage. Les mesures visant à encourager les investissements du secteur privé, telles que celles qui ont pour objectifs d'améliorer le climat des affaires, doivent être encouragées.

Des politiques incitant à ne pas orienter les IDE vers les activités extractives et la réduction des obstacles réglementaires en matière d'offre auxquels font face les investisseurs sont nécessaires pour accroître les dépenses d'investissement en faveur des secteurs productifs de l'économie. Les entrées au titre des IDE peuvent contribuer au changement structurel en modernisant la capacité de production et en faisant en sorte que les fonds soient orientés vers les secteurs productifs des pays. En outre, pour parvenir à une transformation structurelle sur le continent, les décideurs devraient non seulement accroître les investissements dans l'éducation, mais aussi en améliorer la qualité à tous les niveaux. Il est nécessaire d'améliorer la qualité de l'enseignement secondaire, technique et professionnel, ainsi que de l'enseignement supérieur. Cela devrait s'ajouter à un investissement accru dans l'éducation et la qualité de vie des enseignants (séances de formation, augmentation des salaires, entre autres considérations).

Pour parvenir à une transformation structurelle, il est particulièrement important de mettre en œuvre des politiques et des programmes industriels spécifiques qui cherchent à apporter de la valeur ajoutée aux différents produits et matières premières. Ainsi, le fait de mettre l'accent sur le contrôle de la qualité contribuerait à élargir les marchés d'exportation et les marchés locaux. En effet, comme nous l'avons déjà dit, la classe moyenne africaine est de plus en plus disposée à payer le prix qu'il faut pour la qualité.

Enfin, les politiques devraient privilégier le soutien aux secteurs à forte croissance susceptibles de créer des emplois et d'augmenter les revenus des populations. La diversification des exportations, sans ne se limitant pas aux produits tirés des ressources naturelles, permettra d'éviter la dépendance à l'égard des exportations traditionnelles et ainsi de tirer parti des effets de l'ouverture commerciale. Des stratégies industrielles fondées sur le développement des avantages comparatifs relatifs des différents pays favoriseraient également la transformation structurelle. De façon générale, la promotion de politiques macroéconomiques cohérentes et effectives stimulant la demande globale en Afrique déclencherait une transformation structurelle à la fois durable et inclusive.

La présente note d'orientation a été établie par Nadia S. Ouédraogo et Hopestone Kayiska Chavula, sous la supervision de **Khaled Hussein**, Chef de la Section des prévisions de la Division de la macroéconomie et de la gouvernance de la Commission économique pour l'Afrique.

Pour davantage d'ibnformations, veuillez contacter :

Khaled Hussein
Chef de la Section des prévisions
Division de la macroéconomie et de la gouvernance
Tél. : +251 (0) 11 544-3163
Télécopie : +251 (0) 11 551-3038
Courriel : hussein44@un.org

Pour commander des exemplaires de la Note d'orientation de la Commission économique pour l'Afrique intitulée :
Demande globale et transformation structurelle en Afrique,
veuillez contacter :

Section des publications
Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : +251 (0) 11 544-9900
Télécopie : +251 (0) 11 544-4416
Courriel : eca-info@un.org
Site Web : www.uneca.org

Imprimée à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2015.
Imprimée sur du papier sans chlore